

Septembre 2022

Chers amis de la Catalogne,

Le retour à la vie quotidienne après le COVID et la période estivale est marqué par une série d'évènements qui ont fait apparaître plusieurs fronts dans la vie politique catalane durant les derniers mois.

L'action politique extérieure est dominée par les jugements. Nous avons vu (juillet 2022) comment l'avocat général du Tribunal de Justice de l'Union Européenne (TJUE), Richard de la Tour, a sécondé Pablo Llarena sur les questions préjudicielles que celui-ci avait posé. Richard de la Tour dans le rapport qu'il a présenté soutenait que pour pouvoir refuser un ordre d'arrêt International il fallait démontrer qu'il y avait des défaillances systémiques dans le pouvoir judiciaire espagnol. Récemment (6 septembre 2022) le TJUE s'est vu obligé de corriger une erreur de traduction du rapport de l'avocat général à l'espagnol qui renversait totalement le sens d'une référence.

Le président à l'exil et euro-député C. Puigdemont et les euro-députés T. Comín et C. Ponsatí ont encore une affaire en cours au Tribunal de Luxembourg sur la validité de la demande de levée de l'immunité approuvée par le Parlement Européen.

La répression ne s'arrête pas. Il y aura plusieurs jugements. Nous pouvons mentionner ceux des députés Eulàlia Reguant et Antonio Baños (CUP) le mois de septembre et celui contre les membres de l'ancien bureau du Parlement Roger Torrent, Josep Costa, Eusebi Campdepadròs et Adriana Delgado le mois d'octobre. Par ailleurs, nous rappelons qu'il y a plus de 4.000 personnes poursuivies dont 700 avec de affaires en cours. Il faut exiger l'amnistie.

Les logiciels d'espionnage Pegasus et autres constituent un autre volet de la répression. La Hongrie, la Pologne, l'État espagnol et la Grèce sont les pays où il y a eu des cas d'espionnage. La Commission d'enquête européenne a envoyé des lettres aux gouvernements de ces pays leur demandant des informations. Le royaume d'Espagne est le seul pays qui n'a pas encore répondu. D'un autre côté, le parlement espagnol a refusé catégoriquement de faire une investigation.

D'autres sujets moins médiatisés dans les media étrangers mais tout aussi importants sont : L'attaque à la langue avec l'imposition de 25% en castillan à l'école. Les partis Esquerra republicana (ERC), Junts per Catalunya (Junts), Parti socialiste catalan (PSC) et Podemos ont signé un accord qui définit le castillan et le catalan comme langue d'usage du plan d'études, Au-delà de ce pourcentage, ce qu'on poursuit est de détruire l'identité catalane, base de la nation catalane. Et cela depuis la proclamation du décret de Nova Planta en 1716 par Felip V.

Nous devons évoquer aussi la table de dialogue présentée à l'étranger par Pedro Sánchez comme preuve que le conflit avec la Catalogne est en voie de résolution. Mais, en Catalogne

son manque de crédibilité est de plus en plus flagrant et, donc, en tant que stratégie politique défendue par ERC elle conditionne les relations entre les partis du gouvernement (catalan).

Enfin, comment est-il possible de suspendre la présidente du parlement de ses fonctions ? On dirait plutôt que l'on a voulu éloigner un adversaire politique sans preuves, avec des rapports de la Police qui affirment qu'il n'y pas d'affaire, avec des juges manifestement antiindépendantistes et avec des accusations sans fondement.

Malgré ces faits décourageants ils faut souligner trois succès.

Le premier, chronologiquement parlant, est celui de la voie pirinéenne 2022 (juillet), une opération festive et gaie. Plus de 300 sommets éclairés en faveur du droit à l'autodétermination. Une mobilisation conjointe entre la Catalogne, le Pays basc et l'Occitanie qui a créé une ligne de lumière faite avec de lanternes..

Le second est l'avis du Comité de Droits Humains de la ONU (2 septembre 2022) dans lequel le Comité affirme que l'Etat espagnol a violé les droits politiques d'Oriol Junqueras, Raül Romeva, Jordi Turull et Josep Rull. C'est une nouvelle victoire International de l'indépendantisme contre l'Etat espagnol et en même temps le désaveu International le plus important de la répression contre l'indépendantisme.

Le troisième, plus recent, c'est le succès indiscutable de la mobilisation lors de la Fête Nationale de la Catalogne (Diada – 11 septembre). Les chiffres officiles annoncent 150.000 personnes (40.000 de plus que les chiffres officiels de l'année dernière) L'ANC revendique 700.000 manifestants. Étant donné la campagne de déconsidération contre l'ANC, le rassemblement des milliers d'indépendantistes à Barcelone est la preuve que le mouvement se maintient solide et déterminé.

Les présidents des organismes organisateurs lors de leurs discours ont été clairs : Jordi Gaseni, président de l'Association de Municipalités Independentistes (AMI) : "Il ne faut pas se lamenter davantage ni chercher des coupables. Il faut travailler pour une nouvelle opportunité, depuis l'unité" ; Xavier Antich (ÒMNIMUM) : "La formule de ces cinq dernières années ne sert plus. Il nous faut de nouvelles manières, de nouvelles sensibilités et de nouvelles voix" et Dolors Feliu, présidente de l'ANC a dit "le verre a débordé" ... "Indépendance ou élections". Tous les trois remarquent qu'il faut affronter le futur avec fermeté, abandonner l'immobilisme actuel et aller par d'autres chemins.

Si vous voulez participer, vous impliquer, si vous avez des idées de débats, actions, activités, rencontres partout dans le territoire français, n'hésitez pas à nous contacter et nous travaillerons ensemble.

Merci beaucoup pour votre suport et votre engagement.

Visca Catalunya lliure!

L'équipe de coordination ANC France

